



EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS

Communauté de communes Ambert Livradois Forez

DECISION n°2024-84

Location-vente d'instruments de musique

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L.5211-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2 en date du 21 juillet 2020 par laquelle le conseil communautaire l'a chargé, par délégation, de prendre certaines décisions prévues à l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € ;

Considérant que, suite à l'approbation du règlement intérieur régissant le fonctionnement du service « Enseignement musical » par délibération du 20 septembre 2018, le Conseil de communauté d'Ambert Livradois Forez a souhaité proposer un service de location des instruments de musique pour les élèves débutants de l'école de musique intercommunale (art. 8 .2).

Le but de la Communauté de communes est de faciliter l'accès à l'enseignement musical pour tous, en permettant aux élèves de tester un instrument avant d'avoir à engager des frais pour acquérir ou louer un instrument. Afin de faciliter le renouvellement de son parc d'instruments, la Communauté de Communes souhaite permettre aux élèves de l'école de musique d'acquérir les instruments les plus anciens via un dispositif de location-vente.

Vu l'avis favorable du bureau communautaire du 11 septembre 2024,

M. le Président de la Communauté de communes ;

DECIDE

Article 1 : de proposer aux élèves de l'école de musique d'acquérir les instruments les plus anciens via un contrat de location-vente, consultable en annexe de la présente décision.

Article 2 : cette décision sera inscrite au registre du Président ouvert à cet effet. Un extrait sera affiché au siège de la Communauté de communes, 15 avenue du 11 Novembre à Ambert. Ampliation en sera adressée à Madame la Sous-Préfète d'Ambert.

Fait à AMBERT, le 11 septembre 2024

Le Président, Daniel FORESTIER



Voies et délais de recours

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA) et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme. Le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.